

**SIAHVY**  
**Syndicat Intercommunal d'Assainissement**  
**de la Haute Vallée de l'Yzeron**

**COMMUNE DE POLLIONNAY**

**DOSSIER DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE**

**PROJET DE REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE**  
**LA COMMUNE DE POLLIONNAY**



**ASSISTANCE TERRITOIRES**

**Cabinet d'études**

SARL au capital de 5 000 €  
RCS Chambéry 750 057 309  
Le Chef-Lieu – 73340 LE NOYER  
Tél : 06 07 08 89 88  
E-mail : [contact@assistance-territoires.fr](mailto:contact@assistance-territoires.fr)



**SARL HIS&O**

R.C.S.: ANNECY TGI 490 829 652 (2006 B 544)  
CODE APE: 742 C  
N° ORGANISME FORMATEUR: 82 74 02082 74  
LES CARRES – 74 540 CHAINAZ-LES-FRASSES  
PORTABLE : +33 (0)6 22 41 84 45  
E-MAIL : [VALENTIN.CLAEYS@GMAIL.COM](mailto:VALENTIN.CLAEYS@GMAIL.COM)

Indice	Etabli par	Date de la commande	Date de création	Etat du document
D	V. CLAEYS P. GAMEN	05/03/2015	28/05/2015	Définitif suite réunion du 27/05/2015

## **BORDEREAU DES PIECES**

**Pièce 1 – Notice Explicative et Justificative du Zonage  
d'Assainissement Collectif et Non-Collectif**

**Pièce 2 – Plan du Zonage d'Assainissement Collectif et  
Non-Collectif**

## Sommaire

<b>1</b>	<b><i>PREAMBULE .....</i></b>	<b><i>4</i></b>
1.1	OBJET DU DOSSIER DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE.....	4
1.2	CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE.....	5
<b>2</b>	<b><i>DONNEES GENERALES .....</i></b>	<b><i>8</i></b>
2.1	SITUATION GEOGRAPHIQUE.....	8
2.2	CONTEXTE HUMAIN.....	10
<b>3</b>	<b><i>DIAGNOSTIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF EXISTANT .....</i></b>	<b><i>12</i></b>
3.1	LEGISLATION, REGLEMENTATION ET NORMES .....	12
3.2	SITUATION ACTUELLE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	13
<b>4</b>	<b><i>DIAGNOSTIC DE L'ASSAINISSEMENT AUTONOME EXISTANT .....</i></b>	<b><i>15</i></b>
4.1	LEGISLATION, REGLEMENTATION ET NORMES .....	15
4.2	ETAT DES LIEUX DES DISPOSITIFS.....	18
4.3	TRAVAUX DE REHABILITATION DES ASSAINISSEMENTS NON COLLECTIFS 19	
<b>5</b>	<b><i>ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES .....</i></b>	<b><i>20</i></b>
5.1	EVOLUTION DES ZONES COLLECTIF ET NON COLLECTIF .....	20
5.2	REGLEMENTATION APPLIQUEE PAR LE SIAHVV .....	23

# 1 PREAMBULE

## 1.1 OBJET DU DOSSIER DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE

Dans un souci du respect de l'environnement et de la réglementation, le SIAHVY a lancé en 2015 une mise à jour du zonage d'assainissement de la commune de Pollionnay faisant partie de son territoire.

La révision du zonage d'assainissement s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la directive européenne du 21 mai 1991 relative au transfert des eaux résiduaires urbaines et de sa transcription en droit français est reprise dans les différentes dispositions législatives intervenues depuis cette date, la loi sur l'eau du 03 janvier 1992, le Grenelle de l'environnement et le SDAGE Rhône Méditerranée.

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 confie aux communes (article 35-III) le soin de délimiter, après enquête publique :

- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation des eaux usées collectées,
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien,

Le présent dossier répond à cette exigence légale.

Il est important de rappeler que :

- ✓ **La carte de zonage n'est pas un document « figé »** et pourra être modifiée au cours du temps si le SIAHVY le souhaite.
- ✓ **Ce zonage n'est pas un document d'urbanisme.** Le zonage collectif ne rend pas les terrains constructibles : la constructibilité dépend de plusieurs paramètres tels que le paysage, l'environnement, l'agriculture, la continuité de l'urbanisation et la volonté politique de développement local.

Les zones d'assainissement collectif et non collectif mises à l'enquête publique et proposées sur le territoire de la commune de Pollionnay ont été définies sur la base d'une réactualisation en 2015 du zonage dans sa version précédente de 2001 réalisé par la société SAUNIER en accord avec le Conseil Municipal. La révision du zonage d'assainissement a été réalisée par le groupement de société ASSISTANCE TERRITOIRE et His&O en 2015 par le SIAHVY.

Avec la compétence du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Haute Vallée de l'Yzeron (SIAHVY) et dans le contexte de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) nous présentons dans ce dossier sa mise en conformité au nouveau PLU.

Ce dossier d'enquête est constitué :

- ✓ de la présente notice justifiant le zonage d'assainissement « eaux usées »,
- ✓ de la carte de zonage d'assainissement,

Le présent dossier d'enquête publique a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre au SIAHVY de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision finale.

## 1.2 CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

L'assainissement a pour objectif de protéger la santé et la salubrité publique ainsi que l'environnement contre les risques liés aux rejets des eaux usées et pluviales notamment domestiques. En fonction de la concentration de l'habitat et des constructions, l'assainissement peut être collectif ou non collectif. Les communes ont la responsabilité sur leur territoire de l'assainissement collectif et du contrôle de l'assainissement non collectif.

Au fil du temps, la réglementation nationale sur l'assainissement a été précisée et complétée pour répondre à l'évolution des enjeux sanitaires et environnementaux. Elle est aujourd'hui fortement encadrée au niveau européen. La directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux usées urbaines a ainsi fixé des prescriptions minimales européennes pour l'assainissement collectif des eaux usées domestiques.

La transcription dans le droit français de cette directive est inscrite dans le code général des collectivités territoriales, qui régit notamment les modalités de fonctionnement et de paiement des services communaux d'assainissement, les responsabilités des communes en la matière et les rapports entre les communes et organismes de coopération intercommunale. Le code de la santé publique précise les obligations des propriétaires de logement et autres locaux à l'origine de déversements d'eaux usées.

Le zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales est obligatoire en application de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales et doit être soumis à enquête publique.

La mise en place d'un zonage d'assainissement se réfère à une réglementation très dense. Dans le cadre de la lutte contre la pollution, trois textes fondamentaux peuvent s'appliquer au cas de la commune de Pollionnay :

- ✓ La loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 dont les décrets d'application ont été pris et dont certains articles sont en vigueur, notamment ceux relatifs aux Agences de l'Eau,
- ✓ La loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau qui abroge de nombreux textes. Ces abrogations sont souvent subordonnées à la publication de décrets,
- ✓ La loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et milieux aquatiques.

De nombreux textes doivent être également consultés qui relèvent tout aussi bien de la police et de la gestion des eaux que de la réglementation générale de la construction (permis de construire) ou de la santé publique (salubrité publique). On doit aussi y ajouter le droit communautaire et les conventions internationales.

Cette multiplicité des textes entraîne une diversité d'organismes intéressés et de services de contrôle. A ce titre, les préfets et les maires, détenteurs de pouvoirs généraux de police, jouent un rôle pratique déterminant.

Enfin, au-delà de ces mesures et des sanctions pénales qui peuvent frapper, les « pollueurs » de l'eau engagent leur responsabilité civile et peuvent être condamnés notamment à des dommages et intérêts envers les personnes lésées par la pollution.

Les principaux textes généraux applicables dans le domaine de l'assainissement sont les suivants :

- ✓ Directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux usées résiduelles urbaines ;
- ✓ Loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992 (complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et milieux aquatiques) donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif :
  - L'article 35-I de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-1 du code des communes repris par l'article L.2224-8 du code général des collectivités territoriales et précise :  
« Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. »
  - L'article 35-III de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-3 du code des communes, repris par l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales ;
  - L'article 36 de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.1331 du code de la santé publique et dispose désormais :  
« Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique pas aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés. »
- ✓ Code des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10 qui reprennent les articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du Code des communes modifiés par l'article 35-III de la Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et le décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;
- ✓ Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1331-1 et suivants;
- ✓ Code de l'urbanisme, notamment son article R.123-11 régissant l'enquête publique du zonage d'assainissement ;
- ✓ Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.111-4 et R.111 3 ;

Concernant spécifiquement l'assainissement collectif :

- ✓ Décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement constitue le décret d'application prévu à l'article 35-I de la Loi sur l'Eau stipule : « Art.2 : Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif. »
- ✓ Circulaire n°94-96 du 13 septembre 1994 relative à l'assainissement des eaux usées urbaines.
- ✓ Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- ✓ Circulaire du 12 mai 1995 relative à l'assainissement des eaux usées urbaines.

- ✓ Arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées,
- ✓ Circulaire n°97-31 du 17 février 1997 relative à l'assainissement collectif des communes, ouvrages de capacité inférieure à 120 kg DBO5/j (2 000 EH)

Concernant spécifiquement l'assainissement non collectif :

- ✓ Deux arrêtés du 6 mai 1996 complétés par l'arrêté du 24 décembre 2003 relatifs aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et aux modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif définissent de manière complète et cohérente :
  - les obligations des particuliers au regard des articles 35 et suivants de la Loi sur l'Eau, des articles L.1331-1 et suivants du code de la santé publique et de l'article R.111-3 du code de la construction et de l'habitation ;
  - les obligations des communes pour la mise en œuvre du contrôle technique de ces installations.
- ✓ Circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 explicitant les conditions de mise œuvre des dispositions des arrêtés du 6 Mai 1996 précité.
- ✓ Norme AFNOR XP P 16-603 référence DTU 64.1 de mars 2007 (non réglementaire) explicitant les conditions de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome
- ✓ Depuis, les arrêtés du 7 septembre 2009 ont abrogé ceux du 6 mai 1996. L'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux "modalités d'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif" ayant lui même été abrogé par l'arrêté du 27 avril 2012. Ce dernier précise la conformité des installations en fonction des situations rencontrées ainsi que les délais de réhabilitation des installations.
- ✓ La loi n° 2010 – 788 du 12 juillet 2010 modifie l'arrêté L1331-11-1 du code de santé publique en imposant, lors de la vente d'un bien immobilier non raccordé au réseau d'assainissement collectif, la réalisation d'un contrôle de bon fonctionnement de l'assainissement non collectif. Ce diagnostic doit être transmis par le propriétaire à l'acquéreur et doit avoir moins de 3 ans (durée de validité du contrôle). Si la durée de validité est dépassée, un nouveau diagnostic d'assainissement non collectif doit être sollicité auprès du SPANC. En cas de non- conformité de l'installation, le nouveau propriétaire dispose d'un délai d'un an pour mettre en conformité son dispositif.
- ✓ Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg :j de DBO5.

## 2 DONNEES GENERALES

### 2.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Pollionnay se localise dans le département du Rhône. Elle est située à 18 km à l'Ouest de l'Agglomération Lyonnaise.

La superficie de la commune est de 1 580ha. L'altitude varie de 285m à 785m d'altitude

#### **Drainage superficiel et Hydrographie:**

Le drainage des eaux superficielles suit les différentes échancrures du relief.

Le territoire de Pollionnay se situe dans le bassin versant de l'Yzeron (144 km<sup>2</sup>). Il est irrigué par de nombreux ruisseaux qui le traversent d'Ouest en Est.

- ✓ au Nord, le ruisseau du Poirier qui marque la limite avec Lentilly, est un petit cours d'eau aux écoulements peu diversifiés expliqué par la faible largeur en eau ;
- ✓ le ruisseau de Larny, affluent du Poirier, constitué de deux branches de part et d'autre du hameau de Larny, s'écoule en direction de Sainte- Consoirce ;
- ✓ au centre de la commune, le Verdy prend sa source en dessous de la Croix du Ban et reçoit les eaux du Rizoud, au lieu-dit la Poye. À l'aval de leur confluence, les ruisseaux forment le Ratier. Au niveau des Grandes terres, on signalera la présence de l'étang des Gazettes. Notons que la Salamandre tachetée a été observée dans les eaux du Verdy, ce qui peut traduire une qualité des eaux relativement bonne ;
- ✓ le Ratier, présentait (période 2004-2005), en revanche, un niveau de qualité des eaux peu satisfaisant, lié à la pollution organique apportée par l'ancienne station d'épuration de Pollionnay et les rejets domestiques ponctuels, une pollution azotée et phosphatée avait notamment été constatée. Depuis, septembre 2005 les eaux usées sont dirigées vers le collecteur du Grand Lyon, et traitées à la station de Pierre Bénite.

Des mesures de qualité d'eau ont été réalisées sur l'ensemble du bassin versant dans le cadre de l'étude bilan du contrat de rivières de l'Yzeron (2010).

Une seule station de mesure existe sur le bassin et ne permet d'estimer la qualité d'eau de l'ensemble des cours d'eau de la commune.

Ces rus se déversent dans le ratier principal affluent de l'Yzeron.

Ces ruisseaux subissent un débit d'étiage sévère. Le Ratier draine un bassin versant de 30,5 km<sup>2</sup>.

L'Yzeron : Il représente un cours d'eau d'environ 25 km. Il se jette dans le Rhône à l'Ouest de l'agglomération lyonnaise. Son bassin versant draine une surface d'environ 15 km<sup>2</sup>.



Caractéristiques hydrauliques de l'Yzeron :

Module à la station de Craponne : 335 l/s, soit un débit spécifique de 7 l/s/km<sup>2</sup>

- à la station de Taffignon : 712 l/s, soit un débit spécifique de 5,5 l/s/km<sup>2</sup>
- au pont de Chabrol : 340 l/s

Débit d'étiage : QMNA5 : 11 l/s

Débit de crue : Q10 : 16 m<sup>3</sup>/s à Craponne, 50 m<sup>3</sup>/s à Taffignon et 12 m<sup>3</sup>/s Pont de Chabrol

Q100 : 40 à 55 m<sup>3</sup>/s à Craponne et 130 à 160 m<sup>3</sup>/s à Taffignon

### **Géologie et Hydrogéologie :**

Le secteur est caractérisé par les roches cristallines d'origine métamorphique des Monts du Lyonnais (gneiss et micaschistes). Ces formations datent de l'ère primaire. Elles sont localement injectées par des filons de microgranites tardifs. Les grands accidents (faille, cassures, décrochements) datent de l'époque tardi-hercynienne.

Les formations quaternaires sont quasi-inexistantes avec peu de recouvrement sur le socle sub-affleurant.

Dans le domaine cristallin, l'eau s'infiltre dans les zones altérées et atteint la partie superficielle fissurée de la roche saine.

Des discontinuités lithologiques, la présence de failles ou de filons peuvent y favoriser une certaine accumulation qui livrera son trop-plein sous forme de sources dont le débit est faible (1 l/s). Bien que la présence de filons favorise quelques formations de sources, les formations cristallines de la commune sont très peu perméables et les eaux de précipitations ruissellent plus qu'elles ne s'infiltrent.

### **Risques et zones sensibles:**

Du fait de sa construction sur promontoires et plateaux et de la taille des cours d'eau qui la traversent, la commune de POLLIONNAY n'est pas sujette au risque d'inondation.

Les risques d'origine géologique sont faibles. En effet, les terrains du socle restent très stables (pas d'effondrements, glissements de terrain,...).

Aucun captage pour l'A.E.P., ni périmètre de protection n'est à signaler sur cette commune du Rhône.

En revanche, l'eau de ruissellement est captée en de nombreux points du bassin, comme c'est le cas sur la commune de POLLIONNAY, par l'intermédiaire de petits lacs collinaires pour alimenter certaines cultures.

## 2.2 CONTEXTE HUMAIN

### *Evolution de la population*

Le tableau ci-dessous présente l'évolution démographique de la commune de Pollionnay depuis 1968 :

#### **POP T1M - Population**

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011
Population	676	866	1 088	1 262	1 580	1 823	2 096
Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> )	42,8	54,8	68,9	79,9	100,0	115,4	132,7

Ce tableau fournit une série longue.

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie communale en vigueur au 01/01/2013.

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2006 et RP2011 exploitations principales.

#### **POP T2M - Indicateurs démographiques**

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006	2006 à 2011
Variation annuelle moyenne de la population en %	+3,6	+3,3	+1,9	+2,5	+2,1	+2,8
due au solde naturel en %	+0,7	-0,4	-0,2	-0,8	-1,1	-0,9
due au solde apparent des entrées sorties en %	+2,9	+3,7	+2,1	+3,3	+3,2	+3,7
Taux de natalité (‰)	16,2	10,8	9,5	10,9	9,9	7,2
Taux de mortalité (‰)	9,1	14,9	11,9	18,7	20,8	16,1

Ce tableau fournit une série longue.

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie communale en vigueur au 01/01/2013.

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2006 et RP2011 exploitations principales - État civil.

L'évolution de la population de la commune de Pollionnay présente une augmentation significative depuis 1968.

### *Habitat – Prévisions d'urbanisation*

L'habitat est éclaté sur l'ensemble de la commune. Le bâti ancien est présent au cœur de chaque hameau. La Chapelle Romane de LARNY est un témoignage du passé historique de la région lyonnaise.

Ces vieilles bâtisses présentent plusieurs étages dont le rez-de-chaussée peut être occupé par des commerces de proximité. Le bâti récent est présent sous forme de résidences pavillonnaires et de logement collectif.

En dehors du bourg, l'habitat ne présente pas d'uniformité architecturale. D'anciennes bâtisses (fermes) côtoient de récentes habitations. A l'est de la commune, la densité des habitations est faible. Les pacages laissent la place aux espaces boisés.

Pollionnay est en cours de révision de son Plan Local d'Urbanisme (P.L.U)

D'après le SCOT de l'Ouest Lyonnais, dans lequel la commune est intégrée, le taux de croissance démographique annuel été projeté à 1,07% (Base DOG 2006-2020).

L'Ouest Lyonnais souhaite développer une activité économique équilibrée, créatrice d'emplois locaux permettant de limiter les déplacements domicile travail avec l'agglomération.

Un objectif de création de 12 500 logements, au maximum, d'ici 2020 afin d'accueillir les nouveaux habitants, prendre en compte le desserrement des ménages ainsi que le renouvellement urbain a été établi par le SCOT de l'Ouest Lyonnais.

### *Activités – Structures collectives*

Les activités commerciales et sociales sont nombreuses sur la commune, on dénombre d'après les rapports de l'INSEE (chiffre au 1er janvier 2013):

**DEN T3 - Nombre d'entreprises par secteur d'activité au 1er janvier 2013**

	Nombre	%
Ensemble	107	100,0
Industrie	6	5,6
Construction	14	13,1
Commerce, transports, services divers	75	70,1
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	14	13,1
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	12	11,2

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Sirène).

Sur le plan du développement résidentiel le SCOT prévoit pour Pollionnay :

- Un classement en polarité 3, « un pôle d'accueil émergent (futur pôle structurant en cours de constitution) disposant d'une bonne desserte (actuelle ou future) en transport collectif ainsi que de services structurés ».
- Une densité de 25 à 30 logements à l'hectare globalement dans la production de logements.
- La production de 175 logements à produire entre 2006 et 2020 dont 84 logements sociaux.

### 3 DIAGNOSTIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF EXISTANT

#### 3.1 LEGISLATION, REGLEMENTATION ET NORMES

Loi sur l'Eau du 03/01/92, arrêté du 21 juin 1996 et circulaire du 17 février 1997. Loi sur l'eau du 30/12/06, arrêté du 22 juin 2007.

L'arrêté du 22 juin 2007 et la circulaire du 17 février 1997, fixent les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées des petites collectivités (production journalière inférieure à 120 kg de DBO5, soit près de 2 000 Equivalent-Habitants).

##### **Concernant les branchements :**

L'article 36 de la Loi sur l'Eau a renforcé les moyens d'intervention des collectivités à l'égard des usagers. Elles peuvent percevoir une somme équivalente à la redevance assainissement sur les particuliers raccordables et non raccordés, entre la mise en service de l'égout et leur raccordement effectif (L.1331-1 du code de la santé publique). Les agents des collectivités compétentes en assainissement ou de leur exploitant ont accès aux propriétés privées pour s'assurer de la réalisation des branchements obligatoire dans un délai de deux ans, et le cas échéant pour les réaliser d'office et aux frais des particuliers (L.1331-1 du code de la santé publique).

##### **Concernant la collecte :**

Le réseau doit être conçu de manière à éviter les fuites d'effluents et les apports d'eaux claires parasites. Les déversoirs d'orage éventuels équipant le réseau ou situés en tête de station d'épuration ne doivent pas déverser par temps sec.

Par temps de pluie, des mesures doivent être prises pour limiter les rejets de pollution au milieu naturel. Celles-ci seront adaptées à la qualité requise par les usagers des eaux réceptrices.

##### **Concernant le traitement :**

Les ouvrages de traitement relevant de l'assainissement inférieur à 120 kg de DBO5 par jour doivent assurer « un traitement approprié permettant de respecter les objectifs de qualité du milieu récepteur ». Les objectifs de rejets sont estimés en fonction des concentrations en polluants acceptables par le cours d'eau à l'amont et à l'aval du rejet. Le niveau de traitement peut être ensuite défini selon de simples règles de dilution. Seuls les ouvrages de capacité inférieure à 12 kg/j de DBO5 ne sont pas soumis à déclaration.

## 3.2 SITUATION ACTUELLE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

### **Abonnés en eau potable**

L'eau potable de la commune est puisée dans la nappe alluviale du Garon.

Elle provient des captages d'alimentation en eau potable de Brignais et de Vourles. Elle est distribuée par le syndicat intercommunal des eaux du Sud-Ouest Lyonnais, qui alimente certaines communes de l'Ouest Lyonnais.

Le service est exploité en affermage. Le délégataire est la société LYONNAISE DES EAUX/SUEZ

Le réseau dessert l'ensemble des constructions de la commune : les différents quartiers d'habitation, ainsi que les entreprises et équipements collectifs.

833 abonnés sont raccordés sur Pollionnay.

### **Réseau de collecte et transport**

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Haute Vallée de l'Yzeron regroupe les communes : Brindas, Grézieu-la-Varenne, Vaugneray, Yzeron, et Pollionnay depuis le 1er janvier 2011.

L'ensemble de ces communes est concerné par la compétence Assainissement.

La population desservie est estimée à 16 226 habitants.

Le service d'assainissement collectif est exploité en affermage par la société LYONNAISE DES EAUX/SUEZ.

Le réseau d'assainissement est principalement de type séparatif. Il mesure 15 045 mètres linéaires dont 12,32 km en séparatif et 2.73 km en unitaire (source : Cartographie réseaux SUEZ 2015).

Le bassin de collecte de l'assainissement communal collectif est partager en deux fractions :

- ✓ un secteur de collecteur intégralement gravitaire
- ✓ un secteur de collecte associé à un poste de refoulement ( linéaire de refoulement 967m).

Les effluents de la commune sont acheminés par un collecteur de la Métropole de Lyon jusqu'à la station de Pierre Bénite. Avec sa capacité de 950 000 eq/hab, celle-ci est suffisamment dimensionnée pour traiter les effluents actuels de la commune et ceux à venir induits par les nouvelles urbanisations.

### **Gestion de la collecte des eaux usées, du rejet sur la Métropole de Lyon et des déversoirs d'orages.**

Le réseau d'assainissement de la commune de Pollionnay est de type unitaire et séparatif (12,32 km de réseau séparatif et 2,73 km de réseau unitaire selon la cartographie disponible SUEZ 2015). Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Haute Vallée d'Yzeron (SIAHVY) a la charge de l'assainissement collectif et non collectif.

Le réseau collectif de la commune est constitué par deux principes structurant de collecte :

-Une partie nord desservant une fraction du bourg et les secteurs de Grigny, La Cozonnière, Les Martines , Le Labbe rejoint un poste de refoulement remontant vers la partie gravitaire;

-Une partie gravitaire desservant une fraction sud du bourg et les quelques secteurs dont les hameaux du Vivarais et de la Rapaudière avant de rejoindre gravitairement le point de raccordement au Grand Lyon.

Une partie de l'habitat dispersée, n'est pas raccordée.

L'exploitation du réseau d'assainissement collectif du SIAHVVY a été déléguée par affermage à la Lyonnaise des Eaux jusqu'au 30 avril 2020 qui assure l'entretien et la maintenance des installations.

Un Schéma Directeur d'Assainissement sur la commune de Pollionnay a été réalisé en 2001. Une mise à jour partielle du schéma Directeur de 2001 a été réalisée en 2010 au moment de son intégration dans le SIAHVVY. Les différents scénarii pour l'assainissement collectif du nord de la commune élaborés dans cette mise à jour n'ont pas été réalisés.

Une nouvelle mise à jour des données du réseau de la commune sera étudiée dans le cadre d'une mise à jour du schéma directeur intercommunal devant être lancée en 2015 par le SIAHVVY. L'objectif sera de dresser un nouveau bilan du fonctionnement du réseau de la commune à partir notamment de mesures sur le réseau et de proposer, suivant ce bilan, un programme de travaux complémentaires.

#### **Données relatives au traitement des eaux usées, au raccordement au Grand Lyon et à la Station d'épuration de Pierre Bénite**

La commune de Pollionnay ne dispose d'aucune station d'épuration.

L'intégralité des effluents collectés de la commune de Pollionnay est rejetée dans le réseau du Grand Lyon, pour être acheminée à la station de Pierre-Bénite où ils sont traités.

Cette STEP a été mise en service en 1972. L'évolution de la population et l'ancienneté de la station ont nécessité une modernisation des équipements ; la station a donc été reconstruite en 2006.

Le traitement se fait par épuration biologique et la station présente une capacité de 950000 équivalents habitant.

Les capacités et les caractéristiques de cette station sont les suivantes :

- 300 000 m<sup>3</sup>/j
- 57 t de DBO<sub>5</sub>/j
- 78 t de MES/j
- 131 t de DCO/j
- 10 t de NR/

La station remplit parfaitement ses objectifs épuratoires que ce soit sur le traitement de l'eau ou des fumées. L'incinérateur a fait l'objet d'un bilan en termes ou d'émission de substance polluante dans le cadre du programme RSDE, celui-ci n'a relevé aucune des nouvelles molécules recherchées.

L'ensemble du réseau d'assainissement achemine donc les eaux usées vers une station d'épuration conforme administrativement et techniquement.

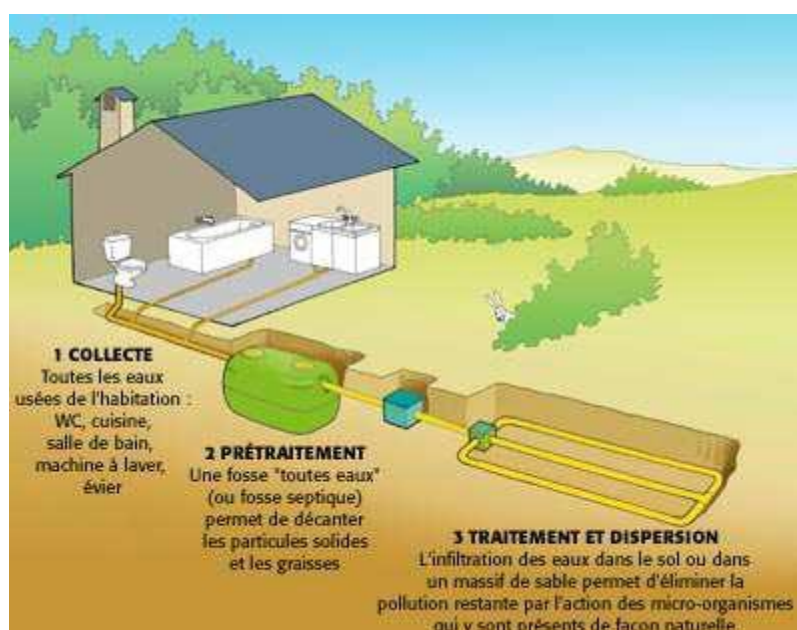
## 4 DIAGNOSTIC DE L'ASSAINISSEMENT AUTONOME EXISTANT

### 4.1 LEGISLATION, REGLEMENTATION ET NORMES

Loi sur l'eau du 03/01/92, arrêté du 6 mai 1996 et du 7 septembre 2009, normes AFNOR DTU 64.1 d'août 1998.

Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg par jour de début aux cinq

Chaque assainissement autonome doit comporter une fosse toutes eaux pour le prétraitement des eaux usées (eaux vannes et eaux ménagères) suivie d'un dispositif de traitement des effluents prétraités par épandage souterrain (direct dans le sol) ou sol reconstitué (tertre filtrant ou filtre à sable drainé) puis d'un dispositif de dispersion des effluents épurés.



#### Pré-traitement :

Actuellement, les normes AFNOR préconisent l'utilisation obligatoire d'une fosse toutes eaux d'un minimum de 3 000 litres pour les habitations ayant jusqu'à 5 pièces principales, plus 1 000 litres par pièce supplémentaire.

D'après l'arrêté du 7 septembre 2009, le volume utile des fosses septiques réservées aux seules eaux-vannes doit être au moins égal à la moitié des volumes minimaux retenus pour les fosses toutes eaux, soit 1 500 litres minimum jusqu'à 5 pièces principales, plus 500 litres par pièce supplémentaire. Dans ce cas, la fosse septique existante pourra être conservée si elle est couplée avec un bac dégraisseur correctement dimensionné (200 l pour recevoir les eaux de cuisine ou eaux de salle de bain seules, 500 l pour recevoir toutes les eaux ménagères. Source : DTU 64-1 d'août 1998).

**Traitement des eaux usées :**

Le type d'épandage à mettre en place dépend des contraintes du sol en place : perméabilité, présence de roches et/ou eaux souterraines à faible profondeur et pente. Une étude à la parcelle est donc nécessaire. Il convient de suivre les prescriptions du règlement d'assainissement non collectif du SIAHVV.

Les normes AFNOR indiquent la mise en place d'un épandage :

- sur sol en place (lit d'épandage à faible profondeur environ 0,7m) sur un linéaire de drain en fonction de la perméabilité du terrain fonction du tableau présent dans le DTU,
- sur massif reconstitué (tertre filtrant, filtre à sable...), sur une surface de 25 m<sup>2</sup> pour une habitation de 5 pièces principales avec des rejets superficiels ou dans le sol en place dans le cas de conditions pédologiques moins favorables,
- à une distance minimale de 35 m par rapport à un puits ou tout captage d'eau potable,
- à une distance d'environ 5 m par rapport à l'habitation,
- à une distance de 3 m par rapport à toute clôture de voisinage et de tout arbre.

Depuis les arrêtés du 07 septembre 2009, les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement ; on distingue :

- les filtres compacts,
- les filtres plantés,
- les microstations à cultures libres,
- les microstations à cultures fixées,
- les microstations SBR.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiés au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'écologie et du ministre chargé de la santé. La liste des systèmes agréés est disponible par internet à l'adresse suivante : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>

**Dispersion des eaux usées traitées :**

- Les eaux usées traitées sont évacuées, selon les règles de l'art, par le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement, au niveau de la parcelle de l'immeuble, afin d'assurer la permanence de l'infiltration, si sa perméabilité est comprise entre 10 et 500 mm/h ;

- Les eaux usées traitées, pour les mêmes conditions de perméabilité, peuvent être réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux, dans la parcelle, à l'exception de l'irrigation de végétaux utilisés pour la consommation humaine, et sous réserve d'une absence de stagnation en surface ou de ruissellement des eaux usées traitées.

- Dans le cas où le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement ne respecte pas les critères définis ci-dessus, les eaux usées traitées sont drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, s'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution d'évacuation



n'est envisageable. Cependant, ces rejets en milieu hydraulique superficiel ne sont autorisés qu'à titre exceptionnel (ils peuvent donc être refusés dans le cas d'une demande de permis de construire).

- Les rejets d'eaux usées domestiques, même traitées, sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde. En cas d'impossibilité de rejet soit par infiltration superficielle ou de rejet vers le milieu hydraulique superficiel suivant les modalités prévues par la réglementation en vigueur et mentionnées précédemment, les eaux usées traitées peuvent être évacuées par puits d'infiltration dans une couche sous-jacente, de perméabilité comprise entre 10 et 500 mm/h, dont les caractéristiques techniques et conditions de mise en œuvre sont précisées en annexe 1 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié. Ce mode d'évacuation est autorisé par le SIAHVV, au titre de sa compétence en assainissement non collectif, en application du III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales sur la base d'une étude hydrogéologique.

En ce qui concerne l'entretien des systèmes d'assainissement autonome, la norme DTU 64.1 préconise:

- une vidange des bacs dégraisseurs au moins tous les 4 mois,
- une vidange des fosses au moins tous les 4 ans,
- une vérification régulière du fonctionnement du système.

Il est important de rappeler que le contrôle des installations d'assainissement autonome par la collectivité est une obligation.

En l'absence d'installation ou en cas de non-conformité, les travaux de mise en conformité et/ou d'entretien des systèmes d'assainissement autonome sont à la charge des particuliers. Néanmoins, le SIAHVV en charge du SPANC peut, s'il le souhaite, assurer également les prestations facultatives suivantes :

- l'entretien des installations,
- travaux de réalisation et de réhabilitation des installations,
- traitement des matières de vidange.

Le SIAHVV en charge du SPANC n'a pas repris ces compétences facultatives

Le fonctionnement optimal des assainissements autonomes sur l'ensemble de la commune et la diminution des nuisances actuelles ne sera donc possible que si :

- l'on respecte le potentiel d'épuration de chaque sol, en utilisant les cartes d'aptitude des sols à l'assainissement autonome,
- la création ou réhabilitation des assainissements autonomes est confiée à des entreprises expertes,
- le contrôle et l'entretien des installations sont effectués régulièrement.

## 4.2 ETAT DES LIEUX DES DISPOSITIFS

D'après les données disponibles, les conclusions sur la conformité des installations autonomes existantes sont les suivantes :

Etat des lieux des installations ANC sur la commune de Polionnay entre 2009 et février 2015		
	2009	février 2015
<b>Nombre d'installations recensées</b>	258	251
<b>Nombre d'installations contrôlées</b>	210	243
<b>Conformités des dispositifs</b>		
<b>NB installations avec avis favorable</b>	4	40
<b>NB installations avec avis favorable avec réserve</b>	115	119
<b>NB installations avec avis défavorable sans risques environnemental et/ou sanitaire</b>	34	49
<b>NB installations avec avis défavorable avec risques environnemental et/ou sanitaire</b>	57	35

54 usagers sont engagés dans une opération de réhabilitation; certains travaux ont d'ores et déjà été réalisés

A ce jour, 35 installations restent à réhabiliter en urgence (délais réglementaire de 4 ans ou 1 an suite à vente)

Les hameaux au nord du bourg ne font pas partie d'un projet d'assainissement collectif retenu à court terme.

Par ailleurs, l'étude d'aptitude des sols à l'assainissement individuel réalisée en 2001, a montré que certains secteurs autour des hameaux de Larny, de Valency, des Balmes, de la Quinsonnière, et Mercruy présentent des contextes moyennement favorables ou défavorables à l'assainissement autonome.

Ces rejets sont souvent issus de systèmes d'assainissement anciens ou non conformes, mais on peut noter désormais l'engagement de plusieurs usagers dans des opérations de réhabilitation. Cette situation est en cohérence avec le principe d'assainissement non collectif retenu notamment pour les hameaux de Larny et Valency en retenant l'éloignement de ces hameaux par rapport au réseau collectif existant.

Il faut noter que le SPANC (service public d'assainissement non collectif), a la charge de vérifier la conformité des assainissements non collectifs et peut exiger leur mise en conformité.

Le contexte général de l'assainissement non collectif représente une contrainte très limitative pour un développement de l'urbanisation des hameaux de la commune.

### **4.3 TRAVAUX DE REHABILITATION DES ASSAINISSEMENTS NON COLLECTIFS**

Le SIAHVY a également mis en place un service d'animation et de coordination relatif à des opérations de réhabilitations groupées (coordination entre les usagers et les organismes financeurs pour l'attribution d'aides financières aux travaux).

Sur ce territoire du SIAHVY, sur les installations non conformes de la commune de Pollionnay présentant un risque environnemental et sanitaire, 54 usagers sont engagés dans une opération de réhabilitation. Suite aux travaux déjà réalisés par certains usagers, 35 installations restent à réhabiliter.

La réhabilitation des installations non conforme doit également s'opérer dans un délai maximum de 1 an suivant toute vente.

## 5 ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES

### 5.1 EVOLUTION DES ZONES COLLECTIF ET NON COLLECTIF

La carte de zonage d'assainissement délimite :

- ✓ les zones d'assainissement collectif où le syndicat est tenu d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- ✓ les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

Elle reprend les nouvelles zones agglomérées urbanisables du PLU en cours d'élaboration. Une description de ces zones est réalisée ci-dessous.

#### **MODIFICATION ET EXTENSION DE LA ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Une concertation a été réalisée avec la commune pour permettre d'être en conformité avec le règlement des zones du PLU et leur cartographie respective.

Les extensions suivantes du zonage d'assainissement collectif ont été réalisées :

- ✓ Adaptations ponctuelles du zonage de 2001 réajustées selon les limites parcellaires et le zonage du PLU;
- ✓ Secteur la Cozonnière, le bâti à proximité des réseaux d'assainissement collectifs existants a été intégré au zonage collectif.
- ✓ Secteur Le Rizoud : Extension de la zone d'assainissement collectif pour correspondre d'une part au zonage Ub du PLU et d'autre part à la proximité des réseaux d'assainissement collectifs existants sur une fraction de ce secteur.
- ✓ Secteur Les Mandrières : Extension de la zone d'assainissement collectif pour correspondre d'une part au zonage AUa et Ub du PLU et d'autre part à la proximité des réseaux d'assainissement collectifs existants sur une fraction de ce secteur.
- ✓ Secteur Le Gaminon : Extension de la zone d'assainissement collectif en zone A pour collecter l'ensemble du bâti existant à proximité du patrimoine collectif existant.
- ✓ Secteur Le Gaminon : Extension de la zone d'assainissement collectif pour correspondre à la situation de collecte collective actuelle en zone Ub du PLU.
- ✓ Secteur La Poizatière : Extension de la zone d'assainissement collectif pour correspondre à la situation de collecte collective actuelle en zone Ub du PLU.
- ✓ Secteur Le Vivarais : Extension de la zone d'assainissement collectif pour correspondre à la proximité des réseaux d'assainissement collectifs existants et efficacement collecté en situation actuelle sur une fraction de ce secteur en zone A du PLU.
- ✓ Secteur Le Sarazin, La Rapaudière et Les Piaules : Extension de la zone d'assainissement collectif pour correspondre à la proximité des réseaux d'assainissement collectifs existants et efficacement collecté en situation actuelle sur une fraction de ce secteur.
- ✓ Secteur Le Labbe : Extension de la zone d'assainissement collectif pour correspondre à la proximité des réseaux d'assainissement collectifs existants en zone A du PLU.
- ✓ Secteur Le Labbe : Extension de la zone d'assainissement collectif pour correspondre à la proximité des réseaux d'assainissement collectifs existants et efficacement collecté en situation actuelle sur une fraction de ce secteur en zones Ub et Ue du PLU.
- ✓ Secteur Grigny : Extension de la zone d'assainissement collectif pour correspondre au secteur en zones AUa du PLU, le réseau d'assainissement collectif étant disponible au sud de la zone.

## **MODIFICATION ET EXTENSION DE LA ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Suite au précédent zonage, compte tenu des résultats des diagnostics d'assainissement non collectif, de l'évolution des politiques d'aides de la part des financeurs (Agence de l'eau, Département), des nouvelles solutions techniques possibles en matière d'assainissement non collectif depuis les derniers arrêtés du 07 septembre 2009, et du nouveau zonage du PLU, il a été décidé de passer en assainissement non collectif les zones suivantes :

- ✓ Secteur de La Cozonnière : Une adaptation ponctuelle du secteur non bâti a été réalisée pour correspondre au zonage A du PLU et son isolement des réseaux collectifs existants.
- ✓ Secteur Grigny : Diminution de la zone d'assainissement collectif pour correspondre d'une part au zonage A du PLU et d'autre part à l'éloignement des réseaux d'assainissement collectifs existants.
- ✓ Secteur Le Rizoud : Diminution de la zone d'assainissement collectif pour correspondre d'une part à la zone N du PLU et d'autre part à l'éloignement des réseaux d'assainissement collectifs existants.
- ✓ Secteur La Poizatière : Diminution de la zone d'assainissement collectif pour correspondre d'une part au zonage A du PLU et l'absence de construction.
- ✓ Secteur La Garenne du Buis : Diminution de la zone d'assainissement collectif pour correspondre d'une part au zonage A du PLU et d'autre part à l'éloignement des réseaux d'assainissement collectifs existants.
- ✓ Secteur de la Maison de Retraite : Diminution de la zone d'assainissement collectif pour correspondre d'une part au zonage N du PLU et l'absence de construction.
- ✓ Secteur RD n°70 Route de Valency : Diminution de la zone d'assainissement collectif pour correspondre d'une part au zonage A du PLU et d'autre part à l'éloignement des réseaux d'assainissement collectifs existants.
- ✓ Secteur Les Mandrières : Diminution de la zone d'assainissement collectif projetée pour correspondre d'une part au zonage A du PLU et d'autre part à l'éloignement des réseaux d'assainissement collectifs existants et l'absence de projet retenu de collecte de ces zones.
- ✓ Secteur du chemin de Lamure : Diminution de la zone d'assainissement collectif projetée pour correspondre d'une part au zonage A du PLU et d'autre part à l'éloignement des réseaux d'assainissement collectifs existants et l'absence de projet retenu de collecte de ces zones..
- ✓ Secteur Le Vivarais : Diminution partielle de la zone d'assainissement collectif projetée pour correspondre d'une part au zonage A du PLU et d'autre part à l'éloignement des réseaux d'assainissement collectifs existants et l'absence de projet retenu de collecte de ces zones.
- ✓ Secteur Le Sarazin, La Rapaudière et Les Piaules : Diminution partielle de la zone d'assainissement collectif projetée pour correspondre d'une part au zonage A du PLU et d'autre part à l'éloignement des réseaux d'assainissement collectifs existants et l'absence de projet retenu de collecte de ces zones.
- ✓ Secteur de Larny et Valency : Abandon des zones d'assainissement collectifs projetées pour correspondre d'une part au zonage N et A du PLU et d'autre part à l'éloignement des réseaux d'assainissement collectifs existants et l'absence de projet retenu de collecte de ces zones.

**Rappel:**

Pour les parcelles dont les raccordements nécessiteront une extension ou un renforcement du réseau public d'eaux usées non prévu par la collectivité, il convient de rappeler, pour information, l'article L111-4 du Code de l'urbanisme pour l'acceptation de permis de construire notamment sur les zones U :

Article L111-4:

Créé par Ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005- art. 2 JORF 9 décembre 2005 en vigueur le 1er octobre 2007:

*Lorsque, compte tenu de la destination de la construction ou de l'aménagement projeté, des travaux portant sur les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement ou de distribution d'électricité sont nécessaires pour assurer la desserte du projet, Le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé si l'autorité compétente n'est pas en mesure d'indiquer dans quel délai et par quelle collectivité publique ou par quel concessionnaire de service public ces travaux doivent être exécutés.*

*Lorsqu'un projet fait l'objet d'une déclaration préalable, l'autorité compétente doit s'opposer à sa réalisation lorsque les conditions mentionnées au premier alinéa ne sont pas réunies.*

## 5.2 REGLEMENTATION APPLIQUEE PAR LE SIAHVY

### **Règle pour l'assainissement collectif :**

Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès du service d'assainissement du Syndicat Intercommunal de la Haute Vallée de l'Yzeron (SIAVHY) sur la nature du système d'assainissement desservant sa parcelle (Assainissement collectif et assainissement non collectif) et sur la catégorie des eaux qu'il doit collecter puis éventuellement traiter et/ou rejeter.

Toute construction, en zone d'assainissement collectif, doit être raccordée au réseau public d'eaux usées. Les prescriptions du règlement d'assainissement collectif du SIAHVY (Tel : 04-37-22-69-20) doivent être respectées. Tout rejet d'eaux usées non traitées dans les rivières, fossés ou réseau d'eaux pluviales est interdit.

De même, le rejet des eaux pluviales ou des eaux de vidange de piscine vers le réseau d'assainissement des eaux usées est interdit.

**Conformément à l'article Article R 431-9 du code de l'urbanisme**, les modalités de raccordement devront figurer sur le plan de masse de toutes demandes d'urbanisme (parties privatives du branchement et tracé sous domaine public jusqu'au collecteur public des eaux usées).

Lors des travaux, tout branchement doit faire l'objet d'une demande de raccordement adressée au SIAVHY. Le service précisera en accord avec le demandeur de la construction à raccorder les conditions techniques d'établissement du branchement.

Lors des travaux de raccordement au réseau, ceux-ci devront être réceptionnés ou contrôlés par le service gestionnaire avant remblaiement.

### **Eaux usées non domestiques - Eaux industrielles :**

Sont classées dans les eaux industrielles tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique. Conformément à l'article L. 1331-10 du Code de la Santé Publique, tout déversement d'eaux usées, autres que domestiques, dans les égouts publics doit être préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages. Aussi, le raccordement des eaux non domestiques dont celle des établissements commerciaux, industriels ou artisanaux peut être subordonné à un arrêté d'autorisation, éventuellement assorti d'une convention spéciale de déversement des eaux industrielles fixant les conditions de rejets conformément à l'article L. 1331.1 0. Le rejet des eaux usées peut être subordonné à certaines conditions, notamment à un prétraitement approprié.

### **Règle pour l'assainissement non collectif :**

En zone d'assainissement non collectif ou pour les parcelles non raccordables, les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues conformément aux principes généraux définis par les prescriptions de la législation et de la réglementations en vigueur (lois sur l'eau, arrêté du 07 septembre 2009 modifié, DTU64.1, zonage d'assainissement de la commune...).

Les prescriptions du règlement d'assainissement non collectif du SIAHVY doivent être également respectées. Le rejet des eaux pluviales et de vidange de piscine vers l'installation d'assainissement non collectif est interdit.

Les éléments techniques et le dimensionnement des installations doivent être notamment adaptés aux flux de pollution à traiter. Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique.

Aussi, tout projet d'installation neuve ou de réhabilitation d'installation existante doit faire l'objet d'une instruction par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) géré par le SIAHVY (tel: 04- 37-22-69-20).

Toute demande d'urbanisme doit notamment contenir l'attestation de conformité du SPANC pour chacune des installations d'ANC projeté (art. R.431-16 du code de l'urbanisme). Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès du SIAHVY. Préalablement à toute demande d'urbanisme, tout projet d'installation d'assainissement non collectif doit faire l'objet d'un dossier technique permettant la vérification technique, par le SPANC, de la conception et de l'implantation des ouvrages d'assainissement. Aussi une étude de filière d'assainissement non collectif comprenant une étude de sol est obligatoire pour permettre au SPANC de rendre un avis.

Pour le contrôle réglementaire de la bonne exécution des ouvrages, le constructeur ou le pétitionnaire est également tenu d'avertir le SPANC et donc le SIAHVY de l'exécution des travaux, afin d'en contrôler la conformité avant remblaiement. Dans le cas contraire, l'installation sera jugée non conforme.

**DOCUMENT JOINT:** CARTE DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF DE LA COMMUNE DE POLLIONNAY.